



**PAR ADJUDICATION PUBLIQUE**

Pouvoir adjudicateur : ADMR DE NAMUR .....

Adresse : 55, route de Hannut, 5004 BOUGE

**HABITATION A AMENAGER EN BUREAUX**

**à Boninne 5021, route de Hannut, 291**

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....

profession ou qualité<sup>1</sup> .....

représentant la société .....

adresse ....., rue ..... n° .....

numéro de téléphone : .....

numéro de fax : .....

inscrit au registre de commerce de ..... sous le n° ....., déclare (déclarons) avoir pris connaissance du (des) marché(s) et en accepter formellement les clauses et conditions : en conséquence, par la présente, je m'engage (nous nous engageons) solidairement<sup>2</sup> sur mes (nos) biens et immeubles, à exécuter ce marché conformément aux documents précités moyennant la somme de :

En chiffres hors TVA  €

En lettres hors TVA ..... €

<sup>1</sup> Ex. Directeur de la société – (forme de la société et nom de celle-ci) – dûment mandaté à cet effet.  
<sup>2</sup> Eventuellement : « prends l'engagement pour ladite société », etc.

**Je déclare (Nous déclarons) :**

- A. Etre de **nationalité** .....
- B. Etre inscrit au répertoire des entreprises **agrées** sous le n° .....  
en (sous) catégorie ..... classe .....

ou bien<sup>(4)</sup>

L'agrération obtenue ne correspond pas aux conditions fixées par le cahier spécial des charges.  
Un dossier complet a été introduit auprès de la Commission d'agrération en vue d'obtenir l'agrération nécessaire et copie de l'attestation délivrée est jointe en annexe.

ou bien<sup>(4)</sup>

Une demande de dérogation est jointe en annexe, conformément à l'article 17 de l'Arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrération d'entrepreneurs de travaux. Les documents nécessaires à la Commission d'agrération pour qu'elle puisse donner son avis sur cette demande de dérogation lui seront fournis, sans délai, sur simple demande.

- C. Etre titulaire du numéro de **T.V.A.**

..... ..
----------

- D. Etre **enregistré** sous le n°

--	--	--	--

- E. Etre immatriculé à l'**O.N.S.S.** sous le n° .....

- F. Etre titulaire d'un **compte financier** n° .....

auprès de .....

au nom de .....

Les sommes dues du chef de ce marché pourront être valablement versées à ce compte.

- G. Que le personnel employé sera de **nationalité(s)** .....

- H. Identification des sous-traitants (dénomination, nationalité, siège social) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

- I. **Matériaux** non originaires des Etats membres de la Communauté Européenne à mettre en œuvre pour l'exécution de ce marché : .....

.....

(joindre une liste éventuellement).

- J. Informations relatives à l'**évacuation des déchets**

Dénomination et localisation précise des endroits où les produits de démolition du chantier seront évacués :

- centre d'enfouissement technique : ..... (4)
- centre de regroupement : ..... (4)
- centre de recyclage : ..... (4)
- autre endroit : ..... (4)

H. Documents joints **en annexe** :

- une note décrivant la manière dont le soumissionnaire a intégré les mesures de prévention définies dans le plan de sécurité et de santé (projet) joint en annexe au CSC (si AR 25/01/2001 est applicable) <sup>(4)</sup>
- une note détaillant la ventilation du coût de l'intégration des mesures de prévention (si AR 25/01/2001 est applicable) <sup>(4)</sup>
- les documents suivants dont la production est exigée par le cahier spécial des charges régissant la présente entreprise, datés et signés. <sup>(4)</sup>

Liste :

- .....
- .....
- .....

- les modèles et échantillons exigés par le cahier spécial des charges. <sup>(4)</sup>

Liste :

- .....
- .....
- .....

En signant cette offre, les soumissionnaires assument la responsabilité inconditionnelle telle qu'exigée par l'article 2.1.1. du cahier spécial des charge Ils certifient avoir vérifié la parfaite concordance du métré récapitulatif annexé à la présente avec toutes les mentions prévues au métré récapitulatif.

Toutes mentions contraires au modèle prévu par le pouvoir adjudicateur sont réputées non-écrites, exception faite des postes dont les quantités ont été modifiées conformément à l'article 112 de l'arrêté royal du 08/01/1996 qui, avec les omissions, figurent en dernière page de l'offre.

D'autre part, j'autorise (nous autorisons) le pouvoir adjudicateur à prendre toutes informations utiles de nature financière, technique ou morale au sujet de ma (notre) personne (firme) auprès de tiers et administrations publiques.

Fait à ....., le .....

.....

Le(s) soumissionnaire(s)<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Biffer les mentions inutiles

<sup>5</sup> **Tous les associés** d'une association momentanée doivent signer l'offre **ainsi que les documents y annexés**. Ils désigneront dans leur offre la personne chargée de représenter l'association auprès du pouvoir adjudicateur.